



COMPTE-RENDU DE LA REUNION **DU CONSEIL MUNICIPAL** **DU LUNDI 16 AVRIL 2018**

MENTION D’AFFICHAGE

Monsieur le Maire, soussigné, certifie que le compte-rendu de la réunion du Conseil Municipal du **lundi 16 avril 2018**, a été affiché par extrait dans le hall d’accueil de la Mairie, **le 23 avril 2018** dans les conditions prévues à l’article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales et mis en ligne sur le site officiel de la Commune (www.mairie-leval.fr).

CONVOCATION

Le **9 avril 2018**, nous, Bernard SAULNIER, Maire de LE VAL, avons convoqué le Conseil Municipal en séance ordinaire pour le **lundi 16 avril 2018 à 18 h 00** en salle du Conseil Municipal, à l’effet de délibérer sur l’ordre du jour suivant :

-Approbation du PV de la réunion du 3 avril 2018

FINANCES

- Approbation des comptes administratifs et de gestion 2017 (Commune et Services Publics de l'Eau potable et de l'Assainissement collectif)
- Reversement au budget principal d'une partie des excédents d'exploitation des Services Publics de l'Eau potable et de l'Assainissement collectif
- Rapport sur la politique foncière 2017 menée par la Commune
- Vote des taux d'imposition des taxes directes locales 2018
- Budgets Primitifs 2018 (Commune et Services Publics de l'Eau potable et de l'Assainissement collectif)
- Création d'une autorisation de programme pour la création d'un nouveau Centre Technique Municipal
- Demande de subvention départementale 2018 pour les travaux de réhabilitation de l'école élémentaire
- Participation communale à une sortie scolaire 2018 à la montagne (3 classes de l'école élémentaire du Bicentenaire)
- Protection fonctionnelle d'un agent communal suite à un outrage - Prise en charge des frais d'huissier pour recouvrement de l'amende infligée au contrevenant

DIVERS

"

- Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations données par le Conseil Municipal

-Questions écrites

-Questions orales

COMPTE-RENDU SYNTHETIQUE

Le Conseil Municipal de LE VAL, légalement convoqué, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance ordinaire, le **lundi 16 avril 2018**, sous la présidence de Monsieur Bernard SAULNIER, Maire.

A l'ouverture de la séance, le Conseil Municipal était ainsi composé :

Présents : MM. **SAULNIER** Bernard – **TURINELLI** Jacqueline - **CULINATI** Jean - **GAUTIER** Rémi - **DEBAQUE** Christian - **NAL** André - **VERDON** Pierre - **GAQUIERE** Ingrid - **MUNIER** Denise - **VERLAQUE** Marie-Thérèse - **BOSSUGE** Brigitte - **COLLAINE** Olivier - **COEURDEUIL** Yves – **PAZ** Aymeric - **BOULE AMPHOUX** Isabelle - **FOURNEL** Gilles – **LEBERQUIER** Céline - **DONADEY** Sylviane - **KINET** Jean-Luc.

Absents excusés : MM. **CEMBRANI** Romain (pouvoir donné à Christian DEBAQUE) - **VERMENOUE** Christine (pouvoir donné à Jean CULINATI).

soit 19 présents et 2 absents excusés ayant donné pouvoir, soit 21 votants.

Après avoir procédé à l'appel nominal et constaté l'existence du quorum, Monsieur le Maire ouvre la séance.

Conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal nomme à l'unanimité **Mme Jacqueline TURINELLI**, pour remplir les fonctions de Secrétaire de Séance.

-Approbation du PV de la réunion du 3 avril 2018

Monsieur le Maire donne lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 3 avril 2018.

Il demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur ce document.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir pris connaissance du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 3 avril 2018

A la majorité : 2 CONTRE (Mme BOULE-AMPHOUX et M. VERDON) et 3 ABSTENTIONS (Mme LEBERQUIER - M. FOURNEL et M. CULINATI (qui était absent à la réunion))

APPROUVE ce document.

FINANCES

- Approbation des comptes administratifs et de gestion 2017 (Commune et Services Publics de l'Eau potable et de l'Assainissement collectif)

COMMUNE

COMPTE DE GESTION 2017

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante que l'article L.1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que « l'arrêté des comptes est constitué par le vote du compte administratif après transmission, au plus tard le 1er juin de l'année suivant l'exercice, du compte de gestion établi par le Comptable de la Collectivité ».

Le Conseil Municipal, conformément à l'article L.2121-31 du Code Général des Collectivités Territoriales entend, débat et arrête le compte de gestion du Receveur. Il s'agit là d'un préalable obligatoire au vote du compte administratif qui constitue l'arrêté définitif des comptes de l'exercice budgétaire.

M. le Maire donne la parole à M. Olivier COLLAINE, Délégué aux Finances.

M. COLLAINE indique que le compte de gestion du budget communal pour l'année 2017, qui est conforme au compte administratif 2017, indique les résultats de clôture suivants :

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2016	RESULTAT DE L'EXERCICE 2017	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2017
INVESTISSEMENT	407 509,03	-429 488,61	-21 979,58
FONCTIONNEMENT	556 199,11	150 079,87	706 278,98
TOTAL	963 708,14	-279 408,74	684 299,40

Il précise s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2016, celui de tous les titres émis et de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant que les opérations de recettes et de dépenses paraissent régulières et suffisamment justifiées, il demande au Conseil Municipal d'approuver le compte de gestion du trésorier municipal pour le budget communal 2017 en précisant que, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, il n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Olivier COLLAINE, Délégué aux Finances,
Après en avoir délibéré,

A la majorité : 5 CONTRE (Mmes BOULE AMPHOX - LEBERQUIER et MM. VERDON-KINET-FOURNEL) et 2 ABSTENTIONS (Mme DONADEY et M. PAZ),

APPROUVE le compte de gestion du trésorier municipal pour le budget communal 2017

PRECISE qu'il n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes.

COMPTE ADMINISTRATIF 2017

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante que conformément à l'article L2121-14 du CGCT qui dispose que dans les séances où le compte administratif de la commune est débattu, le Conseil Municipal élit son président de séance. M. Olivier COLLAINE, Conseiller Municipal délégué aux Finances, est élu pour présider la séance durant l'examen des questions portant sur le compte administratif du budget principal.

Monsieur Olivier COLLAINE présente le compte administratif 2017 du budget principal de la commune rigoureusement conforme au compte de gestion du trésorier.

Les résultats sont les suivants:

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2016	RESULTAT DE L'EXERCICE 2017	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2017
INVESTISSEMENT	407 509,03	-429 488,61	-21 979,58
FONCTIONNEMENT	556 199,11	150 079,87	706 278,98
TOTAL	963 708,14	-279 408,74	684 299,40

	RESTES A REALISER DEPENSES	RESTES A REALISER RECETTES	RESTES A REALISER SOLDE
INVESTISSEMENT	546 365,47	705 742,00	159 376,53

	RESULTAT APRES RESTES A REALISER
INVESTISSEMENT	137 396,95
FONCTIONNEMENT	706 278,98
TOTAL	843 675,93

Monsieur le Maire quitte alors la séance afin que le Conseil Municipal pourra délibère pour adopter le compte administratif 2017 de la Commune.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Olivier COLLAINE, Délégué aux Finances,
Après en avoir délibéré,

A la majorité : 5 CONTRE (Mmes BOULE AMPHOUX - LEBERQUIER et MM. VERDON-KINET-FOURNEL) et 2 ABSTENTIONS (Mme DONADEY et M. PAZ),

DONNE ACTE de la présentation ainsi faite du Compte Administratif 2017 pour le budget principal,

CONSTATE les identités de valeurs avec les indications du Compte de Gestion relatives au report nouveau, aux résultats d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.

ARRETE les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus sous réserve de leur conformité avec le compte de gestion dressé par le Comptable pour 2017.

EAU POTABLE

COMPTE DE GESTION 2017

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante que l'article L.1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que « l'arrêté des comptes est constitué par le vote du compte administratif après transmission, au plus tard le 1er juin de l'année suivant l'exercice, du compte de gestion établi par le Comptable de la Collectivité ».

Le Conseil Municipal, conformément à l'article L.2121-31 du Code Général des Collectivités Territoriales entend, débat et arrête le compte de gestion du Receveur. Il s'agit là d'un préalable obligatoire au vote du compte administratif qui constitue l'arrêté définitif des comptes de l'exercice budgétaire.

M. le Maire donne la parole à M. Olivier COLLAINE, Délégué aux Finances.

M. COLLAINE indique que le compte de gestion du budget du Service Public de l'Eau Potable pour l'année 2017, qui est conforme au compte administratif 2017, indique les résultats de clôture suivants :

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2016	RESULTAT DE L'EXERCICE 2017	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2017
INVESTISSEMENT	669 928,68	23 806,18	693 734,86
FONCTIONNEMENT	477 709,52	97 035,93	574 745,45
TOTAL	1 147 638,20	120 842,11	1 268 480,31

Il précise s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2016, celui de tous les titres émis et de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant que les opérations de recettes et de dépenses paraissent régulières et suffisamment justifiées, il demande au Conseil Municipal d'approuver le compte de gestion du trésorier municipal pour le budget du Service Public de l'Eau Potable 2017 en précisant que, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, il n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Olivier COLLAINE, Délégué aux Finances,

Après en avoir délibéré,

A la majorité : 5 CONTRE (Mmes BOULE AMPHOUX - LEBERQUIER et MM. VERDON-KINET-FOURNEL) et 2 ABSTENTIONS (Mme DONADEY et M. PAZ),

APPROUVE le compte de gestion du trésorier municipal pour le budget du Service Public de l'Eau Potable 2017

PRECISE qu'il n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes.

COMPTE ADMINISTRATIF 2017

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante que conformément à l'article L2121-14 du CGCT qui dispose que dans les séances où le compte administratif est débattu, le Conseil Municipal élit son président de séance.

M. Olivier COLLAINE, Conseiller Municipal délégué aux Finances, est élu pour présider la séance durant l'examen des questions portant sur le compte administratif du Service Public de l'Eau Potable.

Monsieur Olivier COLLAINE présente le compte administratif 2017 du budget du Service Public de l'Eau Potable rigoureusement conforme au compte de gestion du trésorier.

Les résultats sont les suivants:

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES		SOLDE D'EXECUTION (1)
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	A 40 401,91		G 137 437,84	G-A	97 035,93
	Section d'investissement	B 82 150,99		H 105 957,17	H-B	23 806,18

+ +

REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C 0,00 (si déficit)		I 477 709,52 (si excédent)		
	Report en section d'investissement (001)	D 0,00 (si déficit)		J 669 928,68 (si excédent)		

= =

		DEPENSES		RECETTES		SOLDE D'EXECUTION (1)
TOTAL (réalisations + reports)		P= A+B+C+D 122 552,90		Q= G+H+I+J 1 391 033,21		=Q-P 1 268 480,31

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)	Section d'exploitation	E 0,00		K 0,00		
	Section d'investissement	F 892,88		L 39 913,00		
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F 892,88		= K+L 39 913,00		

		DEPENSES		RECETTES		SOLDE D'EXECUTION (1)
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	= A+C+E 40 401,91		= G+I+K 615 147,36		574 745,45
	Section d'investissement	= B+D+F 83 043,87		= H+J+L 815 798,85		732 754,98
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F 123 445,78		= G+H+I+J+K+L 1 430 946,21		1 307 500,43

Monsieur le Maire quitte alors la séance afin que le Conseil Municipal pourra délibère pour adopter le compte administratif 2017 du Service Public de l'Eau Potable.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Olivier COLLAINE, Délégué aux Finances,
Après en avoir délibéré,

A la majorité : 5 CONTRE (Mmes BOULE AMPHOUX - LEBERQUIER et MM. VERDON-KINET-FOURNEL) et 2 ABSTENTIONS (Mme DONADEY et M. PAZ),

DONNE ACTE de la présentation ainsi faite du Compte Administratif 2017 du Service Public de l'Eau Potable,

CONSTATE les identités de valeurs avec les indications du Compte de Gestion relatives au report nouveau, aux résultats d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.

ARRETE les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus sous réserve de leur conformité avec le compte de gestion dressé par le Comptable pour 2017.

ASSAINISSEMENT COLLECTIF

COMPTE DE GESTION 2017

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante que l'article L.1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que « l'arrêté des comptes est constitué par le vote du compte administratif après transmission, au plus tard le 1er juin de l'année suivant l'exercice, du compte de gestion établi par le Comptable de la Collectivité ».

Le Conseil Municipal, conformément à l'article L.2121-31 du Code Général des Collectivités Territoriales entend, débat et arrête le compte de gestion du Receveur. Il s'agit là d'un préalable obligatoire au vote du compte administratif qui constitue l'arrêté définitif des comptes de l'exercice budgétaire.

M. le Maire donne la parole à M. Olivier COLLAINE, Délégué aux Finances.

M. COLLAINE indique que le compte de gestion du budget du Service Public de l'Assainissement Collectif pour l'année 2017, qui est conforme au compte administratif 2017, indique les résultats de clôture suivants :

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2016	RESULTAT DE L'EXERCICE 2017	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2017
INVESTISSEMENT	384 406,25	36 150,34	420 556,59
FONCTIONNEMENT	462 620,07	51 234,34	513 854,41
TOTAL	847 026,32	87 384,68	934 411,00

Il précise s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2016, celui de tous les titres émis et de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant que les opérations de recettes et de dépenses paraissent régulières et suffisamment justifiées, il demande au Conseil Municipal d'approuver le compte de gestion du trésorier municipal pour le budget du Service Public de l'Assainissement Collectif 2017 en précisant que, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, il n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Olivier COLLAINE, Délégué aux Finances,

Après en avoir délibéré,

A la majorité : 5 CONTRE (Mmes BOULE AMPHOUX - LEBERQUIER et MM. VERDON-KINET-FOURNEL) et 2 ABSTENTIONS (Mme DONADEY et M. PAZ),

APPROUVE le compte de gestion du trésorier municipal pour le budget du Service Public de l'Assainissement Collectif 2017

PRECISE qu'il n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes.

COMPTE ADMINISTRATIF 2017

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante que conformément à l'article L2121-14 du CGCT qui dispose que dans les séances où le compte administratif est débattu, le Conseil Municipal élit son président de séance.

M. Olivier COLLAINE, Conseiller Municipal délégué aux Finances, est élu pour présider la séance durant l'examen des questions portant sur le compte administratif du Service Public de l'Assainissement Collectif.

Monsieur Olivier COLLAINE présente le compte administratif 2017 du budget du Service Public de l'Assainissement Collectif rigoureusement conforme au compte de gestion du trésorier.

Les résultats sont les suivants:

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	A 132 957,17	G 184 191,51	G-A 51 234,34
	Section d'investissement	B 92 515,91	H 128 666,25	H-B 36 150,34
		+	+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C 0,00 (si déficit)	I 462 620,07 (si excédent)	
	Report en section d'investissement (001)	D 0,00 (si déficit)	J 384 406,25 (si excédent)	
		=	=	
		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
TOTAL (réalisations + reports)		P= A+B+C+D 225 473,08	Q= G+H+I+J 1 159 884,08	=Q-P 934 411,00
RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)	Section d'exploitation	E 0,00	K 0,00	
	Section d'investissement	F 91 867,00	L 97 566,00	
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F 91 867,00	= K+L 97 566,00	
		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	= A+C+E 132 957,17	= G+I+K 646 811,58	513 854,41
	Section d'investissement	= B+D+F 184 382,91	= H+J+L 610 638,50	426 255,59
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F 317 340,08	= G+H+I+J+K+L 1 257 450,08	940 110,00

Monsieur le Maire quitte alors la séance afin que le Conseil Municipal pourra délibère pour adopter le compte administratif 2017 du Service Public de l'Assainissement Collectif.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Olivier COLLAINE, Délégué aux Finances,
Après en avoir délibéré,

A la majorité : 5 CONTRE (Mmes BOULE AMPHOUX - LEBERQUIER et MM. VERDON-KINET-FOURNEL) et 2 ABSTENTIONS (Mme DONADEY et M. PAZ),

DONNE ACTE de la présentation ainsi faite du Compte Administratif 2017 du Service Public de l'Assainissement Collectif,

CONSTATE les identités de valeurs avec les indications du Compte de Gestion relatives au report nouveau, aux résultats d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.

ARRETE les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus sous réserve de leur conformité avec le compte de gestion dressé par le Comptable pour 2017.

- Reversement au budget principal d'une partie des excédents d'exploitation des Services Publics de l'Eau potable et de l'Assainissement collectif

EAU POTABLE

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante que vu les dispositions de l'article L2224-1 du CGCT, la possibilité de reversement d'un excédent d'un budget SPIC vers le budget principal de la commune de rattachement a été expressément prévue par le 3° des articles R. 2221-48 et 90 du CGCT. Il donne la parole à M. Olivier COLLAINE, délégué aux Finances.

M. COLLAINE indique que, par ailleurs, le Conseil d'Etat a également fixé trois conditions cumulatives au reversement d'un excédent de fonctionnement d'un budget SPIC vers le budget principal de la commune de rattachement (CE, 9 avril 1999, Bando) :

- l'excédent dégagé au sein du budget SPIC doit être exceptionnel et ne saurait résulter de la fixation, à dessein, d'un prix trop élevé, destiné à faire financer par les usagers les dépenses du budget général de la collectivité de rattachement ;
- le reversement de l'excédent n'est possible qu'après affectation des plus-values nettes de cessions en investissement et après couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement ;
- enfin, le reversement n'est possible que si les excédents ne sont pas nécessaires au financement des dépenses d'investissement ou d'exploitation qui devraient être réalisées à court terme.

Considérant que le budget annexe « eau potable » est excédentaire comme suit

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2016	RESULTAT DE L'EXERCICE 2017	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2017
INVESTISSEMENT	669 928,68	23 806,18	693 734,86
FONCTIONNEMENT	477 709,52	97 035,93	574 745,45
TOTAL	1 147 638,20	120 842,11	1 268 480,31

Considérant que cet excédent ne résulte pas de la fixation, à dessein, d'un prix trop élevé, destiné à faire financer par les usagers les dépenses du budget général de la collectivité de rattachement ;

Considérant que l'excédent de fonctionnement n'est pas nécessaire au financement des dépenses d'investissement ou d'exploitation qui devraient être réalisées à court terme ;

Considérant que les conditions d'affectation des plus-values nettes de cessions en investissement et de couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement ;

M. COLLAINE propose au Conseil Municipal, comme débattu lors de la présentation des orientations budgétaires, de procéder au reversement de 500.000 € de l'excédent d'exploitation du budget « eau potable » au budget principal.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Olivier COLLAINE, Délégué aux Finances,
Après en avoir délibéré,

A la majorité : 5 CONTRE (Mmes BOULE AMPHOUX et LEBERQUIER et MM. VERDON-FOURNEL-KINET) et 2 ABSTENTIONS (Mme DONADEY et M. PAZ)

AUTORISE le reversement de 500.000 € de l'excédent d'exploitation du budget "eau potable" au budget principal.

ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante que vu les dispositions de l'article L2224-1 du CGCT, la possibilité de reversement d'un excédent d'un budget SPIC vers le budget principal de la commune de rattachement a été expressément prévue par le 3° des articles R. 2221-48 et 90 du CGCT. Il donne la parole à M. Olivier COLLAINE, délégué aux Finances.

M. COLLAINE indique que, par ailleurs, le Conseil d'Etat a également fixé trois conditions cumulatives au reversement d'un excédent de fonctionnement d'un budget SPIC vers le budget principal de la commune de rattachement (CE, 9 avril 1999, Bando) :

- l'excédent dégagé au sein du budget SPIC doit être exceptionnel et ne saurait résulter de la fixation, à dessein, d'un prix trop élevé, destiné à faire financer par les usagers les dépenses du budget général de la collectivité de rattachement ;
- le reversement de l'excédent n'est possible qu'après affectation des plus-values nettes de cessions en investissement et après couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement ;
- enfin, le reversement n'est possible que si les excédents ne sont pas nécessaires au financement des dépenses d'investissement ou d'exploitation qui devraient être réalisées à court terme.

Considérant que le budget annexe « assainissement collectif » est excédentaire comme suit

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2016	RESULTAT DE L'EXERCICE 2017	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2017
INVESTISSEMENT	384 406,25	36 150,34	420 556,59
FONCTIONNEMENT	462 620,07	51 234,34	513 854,41
TOTAL	847 026,32	87 384,68	934 411,00

Considérant que cet excédent ne résulte pas de la fixation, à dessein, d'un prix trop élevé, destiné à faire financer par les usagers les dépenses du budget général de la collectivité de rattachement ;

Considérant que l'excédent de fonctionnement n'est pas nécessaire au financement des dépenses d'investissement ou d'exploitation qui devraient être réalisées à court terme ;

Considérant que les conditions d'affectation des plus-values nettes de cessions en investissement et de couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement ;

M. COLLAINE propose au Conseil Municipal, comme débattu lors de la présentation des orientations budgétaires, de procéder au reversement de 500.000€ de l'excédent d'exploitation du budget « assainissement collectif » au budget principal.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Olivier COLLAINE, Délégué aux Finances,

Après en avoir délibéré,

A la majorité : 5 CONTRE (Mmes BOULE AMPHOUX et LEBERQUIER et MM. VERDON-FOURNEL-KINET) et 2 ABSTENTIONS (Mme DONADEY et M. PAZ)

AUTORISE le reversement de 500.000 € de l'excédent d'exploitation du budget " assainissement collectif " au budget principal.

- Rapport sur la politique foncière 2017 menée par la Commune

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, conformément aux dispositions de la Loi n° 95-127 du 8 février 1995, il se doit de lui présenter un rapport annuel sur la politique foncière menée par la Commune et les Services Publics de l'Eau Potable et de l'Assainissement Collectif durant l'année précédente, soit 2017.

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante qu'aucune transaction n'a été réalisée (acquisition ou cession foncière) durant l'année écoulée sur chacun des 3 budgets.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

A la majorité : 2 CONTRE (Mme BOULE AMPHOUX et M. VERDON) et 3 ABSTENTIONS (Mmes DONADEY - LEBERQUIER et M. FOURNEL)

PREND ACTE de la présentation par Monsieur le Maire du rapport annuel sur la politique foncière menée par la Commune et les Services Publics de l'Eau Potable et de l'Assainissement Collectif pour l'année 2017.

INDIQUE que ce document sera tenu en Mairie à la disposition des administrés.

- Vote des taux d'imposition des taxes directes locales 2018

Considérant le produit fiscal attendu, et de là, déduction faite de la compensation financière de 112.506 €, le produit fiscal nécessaire à l'équilibre du budget,
 Considérant l'augmentation de 110.000 € de la participation au SDIS entre 2015 et 2018, soit +168%;
 Considérant la disparition de la dotation de solidarité communautaire qui s'établissait à 188.000 € en 2016 ;
 Considérant la baisse de la dotation globale de fonctionnement de 125.000 € entre 2015 et 2018 ;
 Considérant la stabilité des taux directs d'imposition communaux depuis 2006 ;
 Afin d'assurer l'équilibre financier de la section de fonctionnement du budget communal ;
 M; le Maire propose au Conseil Municipal, comme débattu lors de la réunion sur les orientations budgétaires, d'augmenter les taux directs d'imposition communaux de 10% de façon proportionnelle.
 Les taux suivants sont proposés :

	Base 2018	Taux 2017 %		Coefficient de variation	Taux modifiés	Produit 2018 avant hausse	Produit 2018 après hausse
taxe d'habitation	8 431 000	11,50	X	1,100000	12,65	969 565	1 066 522
taxe foncière sur les propriétés bâties	5 155 000	16,60	X	1,100000	18,26	855 730	941 303
taxe foncière sur les propriétés non bâties	65 100	87,31	X	1,100000	96,04	56 839	62 523
Produit fiscal 73111 communal						1 882 134	2 070 347
						Hausse produit fiscal	188 213

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir délibéré à propos des taux d'imposition applicables en 2018 aux bases d'imposition notifiées de chacune des trois taxes directes locales

A la majorité : 6 CONTRE (Mmes BOULE AMPHOUX - DONADEY - LEBERQUIER et MM. VERDON - PAZ et FOURNEL)

DECIDE d'augmenter les taux appliqués en 2017 de 10 % de façon proportionnelle et donc de les fixer comme suit pour 2018 :

- TAXE D'HABITATION..... 12,65 %
- FONCIER BATI..... 18,26 %
- FONCIER NON BATI..... 96,04 %

DIT que le produit fiscal attendu pour 2018, résultant de l'application de ces taux, s'élèvera au montant de DEUX MILLIONS SOIXANTE DIX MILLE TROIS CENT QUARANTE SEPT EUROS (2.070.347 €).

- Budgets Primitifs 2018 (Commune et Services Publics de l'Eau potable et de l'Assainissement collectif)

COMMUNE

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante que le budget primitif 2018 reprend les excédents de l'année 2017 à hauteur de 684.299.40 € avant restes à réaliser et 843.675.93 € après restes à réaliser. Ces excédents sont disponibles pour financer de nouveaux travaux en 2018.

Il donne la parole à M. Olivier COLLAINE, Délégué aux Finances.

M. COLLAINE précise que le budget primitif 2018 est construit autour des priorités suivantes:

- Maîtrise des charges de fonctionnement ;
- Restauration des marges de manœuvre communales grâce à une augmentation d'impôt raisonnée de 10% ;
- Mise en place des projets d'équipements structurants souhaités par la municipalité ;
- Aucun emprunt nouveau en 2018 - diminution de l'endettement communal du fait du remboursement de la dette en capital
- Afin de financer ces projets, utilisation de 1M€ d'excédents « libres » des budgets eau et assainissement.

Il indique que les équilibres du budget primitif 2018 sont les suivants par chapitres votés en conseil municipal :

Les dépenses de fonctionnement réelles votées sont en diminution de 131K€ au regard du BP2017.

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	837 890,11	0,00	860 926,00	860 926,00	860 926,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	2 167 734,00	0,00	2 050 000,00	2 050 000,00	2 050 000,00
014	Atténuations de produits	30 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00
65	Autres charges de gestion courante	491 220,00	0,00	485 516,00	485 516,00	485 516,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		3 526 844,11	0,00	3 406 442,00	3 406 442,00	3 406 442,00
66	Charges financières	84 000,00	0,00	73 000,00	73 000,00	73 000,00
67	Charges exceptionnelles	6 000,00	0,00	24 032,02	24 032,02	24 032,02
68	Dotations provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	20 000,00		1 815,00	1 815,00	1 815,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		3 636 844,11	0,00	3 505 289,02	3 505 289,02	3 505 289,02
023	Virement à la section d'investissement (5)	166 264,47		1 605 410,98	1 605 410,98	1 605 410,98
042	Opérat* ordre transfert entre sections (5)	278 461,49		250 000,00	250 000,00	250 000,00
043	Opérat* ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		444 725,96		1 855 410,98	1 855 410,98	1 855 410,98
TOTAL		4 081 570,07	0,00	5 360 700,00	5 360 700,00	5 360 700,00

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)		0,00
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES		5 360 700,00

Les recettes de fonctionnement connaissent deux principales évolutions :

- Hausse de la fiscalité de 10% permettant de générer 188K€ de recettes supplémentaires
- Budgétisation de 1M€ de reversement d'excédents des budgets eau et assainissement

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	95 000,00	0,00	53 241,00	53 241,00	53 241,00
70	Produits services, domaine et ventes div	195 250,00	0,00	157 210,00	157 210,00	157 210,00
73	Impôts et taxes	2 334 188,00	0,00	2 568 614,00	2 568 614,00	2 568 614,00
74	Dotations et participations	681 967,00	0,00	681 894,00	681 894,00	681 894,00
75	Autres produits de gestion courante	48 800,00	0,00	1 036 300,00	1 036 300,00	1 036 300,00
Total des recettes de gestion courante		3 355 205,00	0,00	4 497 259,00	4 497 259,00	4 497 259,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	31 417,14	0,00	762,02	762,02	762,02
78	Reprises provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		3 386 622,14	0,00	4 498 021,02	4 498 021,02	4 498 021,02
042	Opérat* ordre transfert entre sections (5)	138 748,82		156 400,00	156 400,00	156 400,00
043	Opérat* ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		138 748,82		156 400,00	156 400,00	156 400,00
TOTAL		3 525 370,96	0,00	4 654 421,02	4 654 421,02	4 654 421,02

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)		706 278,98
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES		5 360 700,00

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	1 699 010,98	Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.
---	---------------------	---

Grâce à ces deux actions, l'autofinancement à la section d'investissement atteint 1 699K€ et permet d'assurer le financement de l'ambitieux programme d'investissement budgété en 2018.

L'endettement communal diminue de 195K€, à hauteur de la dette en capital remboursée en 2018.

D'autre part, 2.409 K€ de dépenses nouvelles d'équipement 2018 sont budgétés au budget primitif 2018 et se détaillent comme suit :

Opération	Libellé	Restes à réaliser 2017	Budget primitif 2018
300	ECOLE MATERNELLE ET PRIMAIRE		1 260 140,00
307	MATERIEL DIVERS	8 016,85	237 600,00
308	ECOLE PRIMAIRE ETUDES	116 860,00	
313	BATIMENTS DIVERS		16 877,13
317	VOIRIE VILLAGE	8 560,00	314 000,00
336	SERVICES TECHNIQUES		251 000,00
343	HOTEL DE VILLE	2 178,58	
367	CHAPELLES	252 917,72	176 000,00
374	PADD-PLU-OAP	31 107,20	40 000,00
402	RUE NATIONALE/PL GAM BETTA	870,00	
405	VIDEOSURVEILLANCE		4 000,00
410	AMENAGEMENTS DIVERS	42 385,12	
416	RESEAU PLUVIAL	1 110,00	
418	LA MAGNANERIE	16 320,00	
420	ACCESSIBILITE	52 600,00	
421	CENTRE DE LOISIRS		5 000,00
422	AVENUE JEAN MOULIN	13 440,00	25 000,00
425	REHABILITATION FOYER		80 000,00
TOTAL EQUIPEMENT		546 365,47	2 409 617,13

Les recettes d'investissement permettant de financer ce programme d'équipement sont constituées par:

- subventions620.019,20 €
- FCTVA.....98.190,00 €
- Taxe d'Aménagement.....50.037,82 €
- Amortissements et virement.....1.855.410,98 €
- Restes à réaliser de subventions.....705.742,00 €

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Olivier COLLAINE, Délégué aux Finances,

Après en avoir délibéré,

Après avoir discuté chapitre par chapitre pour la section de fonctionnement et par opération pour la section d'investissement,

Après avoir consigné le résultat de ses votes,

A la majorité : 6 CONTRE (Mmes BOULE AMPHOUX-DONADEY et MM. VERDON-PAZ-KINET-FOURNEL) et 1 ABSTENTION (Mme LEBERQUIER)

ADOpte le projet de budget primitif 2018 de la Commune

ARRETE, pour l'exercice 2018,

- les recettes, tant de fonctionnement que d'investissement, à la somme de HUIT MILLIONS SIX CENT QUATRE VINGT DIX MILLE CENT EUROS (8.690.100 €)
- les dépenses, tant de fonctionnement que d'investissement, à la somme de HUIT MILLIONS SIX CENT QUATRE VINGT DIX MILLE CENT EUROS (8.690.100 €)

DIT que les traitements et indemnités suivront les augmentations éventuelles en cours d'exercice.

EAU POTABLE

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante que le budget primitif 2018 «eau potable» de Le Val reprend les excédents de l'année 2017 à hauteur de 1.268.480.31 € avant restes à réaliser et 1.307.500.43 € après restes à réaliser. Ces excédents sont disponibles pour de nouvelles actions 2018.

Il donne la parole à M. Olivier COLLAINE, Délégué aux Finances.

M. COLLAINE précise que le budget primitif 2018 est construit autour des priorités suivantes :

- Maîtrise des charges de fonctionnement ;
- Reversement de 500K€ d'excédent au budget principal
- Stabilité de la surtaxe municipale
- Budgétisation de 906.070,12 € de travaux.

Il indique que les équilibres du budget primitif 2018 sont les suivants par chapitres votés en Conseil Municipal :

DEPENSES D'EXPLOITATION						
Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	10 000,00	0,00	6 000,00	6 000,00	6 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	10 000,00	0,00	10 500,00	10 500,00	10 500,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		20 000,00	0,00	16 500,00	16 500,00	16 500,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	26 611,00	0,00	505 000,00	505 000,00	505 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat* (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		46 611,00	0,00	521 500,00	521 500,00	521 500,00
023	Virement à la section d'investissement (6)	516 450,68		135 382,45	135 382,45	135 382,45
042	Opérat* ordre transfert entre sections (6)	38 041,00		40 000,00	40 000,00	40 000,00
043	Opérat* ordre intérieur de la section (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		554 491,68		175 382,45	175 382,45	175 382,45
TOTAL		601 102,68	0,00	696 882,45	696 882,45	696 882,45
						+
D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)						0,00
						=
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES						696 882,45

RECETTES D'EXPLOITATION						
Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	110 000,00	0,00	110 000,00	110 000,00	110 000,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		110 000,00	0,00	110 000,00	110 000,00	110 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		110 000,00	0,00	110 000,00	110 000,00	110 000,00
042	Opérat* ordre transfert entre sections (6)	13 393,16		12 137,00	12 137,00	12 137,00
043	Opérat* ordre intérieur de la section (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre d'exploitation		13 393,16		12 137,00	12 137,00	12 137,00
TOTAL		123 393,16	0,00	122 137,00	122 137,00	122 137,00
						+
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)						574 745,45
						=
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES						696 882,45

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	163 245,45	Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.
---	------------	---

Après reversement de 500K€ au budget principal, la section d'exploitation contribue à l'autofinancement de la section d'investissement à hauteur de 163.245,45 €.

Les équilibres de la section d'investissement sont les suivants :

DEPENSES D'INVESTISSEMENT						
Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	50 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00
21	Immobilisations corporelles	36 424,08	892,88	60 069,69	60 069,69	60 962,57
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	1 242 423,09	0,00	796 000,43	796 000,43	796 000,43
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	1 328 847,17	892,88	906 070,12	906 070,12	906 963,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat* (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles d'investissement	1 328 847,17	892,88	906 070,12	906 070,12	906 963,00
040	Opérat* ordre transfert entre sections (4)	13 393,16		12 137,00	12 137,00	12 137,00
041	Opérations patrimoniales (4)	10 000,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	23 393,16		12 137,00	12 137,00	12 137,00
	TOTAL	1 352 240,33	892,88	918 207,12	918 207,12	919 100,00
						+
D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)						0,00
						=
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES						919 100,00

RECETTES D'INVESTISSEMENT						
Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	78 833,00	39 913,00	0,00	0,00	39 913,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	10 286,20	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	10 069,69	10 069,69	10 069,69
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	89 119,20	39 913,00	10 069,69	10 069,69	49 982,69
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat* (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	28 700,77	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	28 700,77	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Total des opérations pour le compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles d'investissement	117 819,97	39 913,00	10 069,69	10 069,69	49 982,69
021	Virement de la section d'exploitation (4)	516 450,68		135 382,45	135 382,45	135 382,45
040	Opérat* ordre transfert entre sections (4)	38 041,00		40 000,00	40 000,00	40 000,00
041	Opérations patrimoniales (4)	10 000,00		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'ordre d'investissement	564 491,68		175 382,45	175 382,45	175 382,45
	TOTAL	682 311,65	39 913,00	185 452,14	185 452,14	225 365,14
R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)						693 734,86
						=
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES						919 100,00

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Olivier COLLAINE, Délégué aux Finances,

Après en avoir délibéré,

Après avoir discuté chapitre par chapitre pour la section d'exploitation et pour la section d'investissement,

Après avoir consigné le résultat de ses votes,

A la majorité : 5 CONTRE (Mmes BOULE AMPHOUX - DONADEY- LEBERQUIER et MM. VERDON-FOURNEL) 1 ABSTENTION (M. PAZ)

ADOpte le projet de budget primitif 2018 du Service Public de l'Eau Potable ;

ARRETE, pour l'exercice 2018,

- les recettes, tant d'exploitation que d'investissement, à la somme de UN MILLION SIX CENT QUINZE MILLE NEUF CENT QUATRE VINGT DEUX EUROS QUARANTE CINQ CENTIMES (1.615.982,45 €)
- les dépenses, tant d'exploitation que d'investissement, à la somme de UN MILLION SIX CENT QUINZE MILLE NEUF CENT QUATRE VINGT DEUX EUROS QUARANTE CINQ CENTIMES (1.615.982,45 €)

ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante que le budget primitif 2018 « assainissement » de Le Val reprend les excédents de l'année 2017 à hauteur de 934 411 € avant restes à réaliser et 940.110 € après restes à réaliser. Ces excédents sont disponibles pour de nouvelles actions 2018.

Il donne la parole à M. Olivier COLLAINE, Délégué aux Finances.

M. COLLAINE précise que le budget primitif 2018 est construit autour des priorités suivantes :

- Maîtrise des charges de fonctionnement ;
- Reversement de 500K€ d'excédent au budget principal
- Stabilité de la surtaxe municipale
- Budgétisation de 528.610€ de travaux.

Il indique que les équilibres du budget primitif 2018 sont les suivants par chapitres votés en Conseil Municipal :

Les dépenses d'exploitation réelles votées sont en diminution de 131K€ au regard du BP2017.

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	42 758,00	0,00	45 000,00	45 000,00	45 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	10 000,00	0,00	10 500,00	10 500,00	10 500,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	2 000,00	0,00	2 000,00	2 000,00	2 000,00
Total des dépenses de gestion des services		54 758,00	0,00	57 500,00	57 500,00	57 500,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	7 000,00	0,00	507 000,00	507 000,00	507 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		61 758,00	0,00	564 500,00	564 500,00	564 500,00
023	Virement à la section d'investissement (6)	465 714,07		23 246,41	23 246,41	23 246,41
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6)	113 040,00		115 000,00	115 000,00	115 000,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		578 754,07		138 246,41	138 246,41	138 246,41
TOTAL		640 512,07	0,00	702 746,41	702 746,41	702 746,41

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	120 000,00	0,00	120 000,00	120 000,00	120 000,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	22 000,00	0,00	33 000,00	33 000,00	33 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		142 000,00	0,00	153 000,00	153 000,00	153 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		142 000,00	0,00	153 000,00	153 000,00	153 000,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6)	35 892,00		35 892,00	35 892,00	35 892,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre d'exploitation		35 892,00		35 892,00	35 892,00	35 892,00
TOTAL		177 892,00	0,00	188 892,00	188 892,00	188 892,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	513 854,41
---	-------------------

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	702 746,41
---	-------------------

Après reversement de 500K€ au budget principal, la section d'exploitation contribue à l'autofinancement de la section d'investissement à hauteur de 102.354,41€.

Les équilibres de la section d'investissement sont les suivants :

DEPENSES D'INVESTISSEMENT						
Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	323 216,00	85 560,00	0,00	0,00	85 560,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	604 052,32	6 307,00	528 610,00	528 610,00	534 917,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	927 268,32	91 867,00	528 610,00	528 610,00	620 477,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles d'investissement	927 268,32	91 867,00	528 610,00	528 610,00	620 477,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	35 892,00		35 892,00	35 892,00	35 892,00
041	Opérations patrimoniales (4)	5 000,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	40 892,00		35 892,00	35 892,00	35 892,00
	TOTAL	968 160,32	91 867,00	564 502,00	564 502,00	656 369,00

RECETTES D'INVESTISSEMENT						
Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	0,00	97 566,00	0,00	0,00	97 566,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	0,00	97 566,00	0,00	0,00	97 566,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Total des opérations pour le compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles d'investissement	0,00	97 566,00	0,00	0,00	97 566,00
021	Virement de la section d'exploitation (4)	465 714,07		23 246,41	23 246,41	23 246,41
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	113 040,00		115 000,00	115 000,00	115 000,00
041	Opérations patrimoniales (4)	5 000,00		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'ordre d'investissement	583 754,07		138 246,41	138 246,41	138 246,41
	TOTAL	583 754,07	97 566,00	138 246,41	138 246,41	235 812,41

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	420 556,59
=	
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	656 369,00

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Olivier COLLAINE, Délégué aux Finances,

Après en avoir délibéré,

Après avoir discuté chapitre par chapitre pour la section d'exploitation et pour la section d'investissement,

Après avoir consigné le résultat de ses votes,

A la majorité : 6 CONTRE (Mmes BOULE AMPHOUX-DONADEY et MM. VERDON-FOURNEL) et 2 ABSTENTIONS (Mme LEBERQUIER et M. PAZ)

ADOpte le projet de budget primitif 2018 du Service Public de l'Assainissement Collectif ;

ARRETE, pour l'exercice 2018,

- les recettes, tant d'exploitation que d'investissement, à la somme de UN MILLION TROIS CENT CINQUANTE NEUF MILLE CENT QUINZE EUROS QUARANTE UN CENTIMES (1.359.115,41 €)
- les dépenses, tant d'exploitation que d'investissement, à la somme de UN MILLION TROIS CENT CINQUANTE NEUF MILLE CENT QUINZE EUROS QUARANTE UN CENTIMES (1.359.115,41 €)

- Création d'une autorisation de programme pour la création d'un nouveau Centre Technique Municipal

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante que les travaux de création d'un nouveau centre technique municipal sont envisagés, suite au débat d'orientations budgétaires 2018, et qu'ils sont actuellement estimés à hauteur de 713 000€ TTC.

Il propose au Conseil Municipal de créer une autorisation de programme d'un montant de 713 000 € pour ces travaux et d'adopter pour cette autorisation de programme le phasage suivant des crédits de paiement.

	crédits de paiement 2018	crédits de paiement 2019
Centre technique municipal	251 000,00	462 000,00

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. le Maire,

Après en avoir délibéré,

A la majorité : 3 CONTRE (Mme BOULE AMPHOUX et MM. VERDON et KINET) et 4 ABSTENTIONS (Mmes DONADEY et LEBERQUIER et MM. PAZ et FOURNEL)

ACCEPTE de créer une autorisation de programme d'un montant de 713.000 € pour les travaux de création d'un centre Technique Municipal

ADOpte pour cette autorisation de programme le phasage proposé par M. le Maire sur 2 ans (2018/2019)

- Demande de subvention départementale 2018 pour les travaux de réhabilitation de l'école élémentaire

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, par décision du 24 juin 2016, prise dans le cadre de ses délégations reçues du Conseil Municipal, il a confié la mission de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation du groupe scolaire au Cabinet « ARC'H » de BRIGNOLES pour un montant total de 63.234 € HT (14.234 € tranche ferme et 49.000 € HT tranche conditionnelle). Un appel public à la concurrence avait été lancé en amont.

Il indique que ces travaux consistent notamment en l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments et à la mise en accessibilité des locaux.

Il donne la parole à M. Olivier COLLAINE, Délégué aux Finances.

M. COLLAINE rappelle à l'assemblée que le Cabinet « ARC'H » a remis une étude complète des opérations de réhabilitation à prévoir dont le montant total estimatif s'élève à 1.063.230,42 HT, honoraires inclus (970.265 € HT pour les travaux et 92.965,42 € HT pour les honoraires).

Il a alors été décidé de procéder à ce programme en deux tranches, l'une concernant l'école maternelle (2017-2018) et l'autre l'école élémentaire (2018-2019).

Les travaux consistent à régler les problèmes d'étanchéité des bâtiments et à procéder aux investissements nécessaires dans la perspective de la transition énergétique et de la mise aux normes (sécurisation, accessibilité et électricité).

Le montant de l'estimation H.T. des travaux s'élève à 319.980 € HT et celui des honoraires divers à 32.238 € HT soit un total général HT de 352.218 €.

M. COLLAINE donne lecture du diagnostic des travaux et de leur estimation.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de solliciter l'aide financière du Département au titre de la dotation 2018 et ce à hauteur de 150.000 €.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. COLLAINE,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité moins une abstention : Mme LEBERQUIER,

SOLLICITE l'aide financière du Département à hauteur de 150.000 € dans le cadre de l'enveloppe budgétaire du Programme 2018 d'aide aux Communes pour les travaux de réhabilitation de l'Ecole Elémentaire du Bicentenaire,

PRECISE que le montant de l'autofinancement communal (y compris la TVA) est inscrit au budget communal 2018 (opération 308 - chapitres 20 et 23).

ARRETE le plan de financement prévisionnel des opérations comme suit :

- DETR (20 %)	70.444 €
- Département (dotation 2018)	150.000 €
- Autofinancement	131.774 €
TOTAL HT	352.218 €

- Participation communale à une sortie scolaire 2018 à la montagne (3 classes de l'école élémentaire du Bicentenaire)

Monsieur le Maire donne la parole à Mme Ingrid GAQUIERE, Adjointe déléguée « Enfance-Jeunesse-Affaires scolaires », qui informe le Conseil Municipal du souhait de trois enseignants de l'Ecole Elémentaire du Val (CM2/CE2/CP) de faire participer leurs élèves à des classes transplantées à BERTHEMONT LES BAINS (06) dans le Centre de vacances « LA SEMEUSE » du 14 au 18 mai 2018 pour un coût total de 19.816,22 € tout frais compris (transport, hébergement, restauration et activités). Ce séjour de 5 jours concernera 73 élèves, 3 enseignants et 5 accompagnateurs.

Il est demandé par Madame la Directrice de l'Ecole Elémentaire une participation financière de la Commune. Elle précise que les familles verseront une participation ainsi que l'O.C.C.E. de l'école. Elle indique d'autre part que plusieurs donateurs participent à ce projet pour un montant total de 6.000 € et que le montant des ventes de chocolats et de photos organisées par les parents d'élèves est de 950 €.

Mme GAQUIERE rappelle qu'en 2016 un séjour intitulé « Au fil de l'Histoire » avait bénéficié d'une participation communale à hauteur de 65 € par enfant (pour 48 élèves soit une aide de 3.120 €) et qu'en 2017 la classe transplantée à SEYNE LES ALPES a été subventionnée à hauteur de 65 € par enfant également. Elle propose que le montant de l'aide pour le séjour de 2018 soit maintenu à 65 € par enfant sachant que cette participation serait alors d'un total de 4.745 €.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Ingrid GAQUIERE, Adjointe déléguée « Enfance-Jeunesse-Affaires scolaires »

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ACCORTE de participer financièrement aux classes transplantées à BERTHEMONT LES BAINS (06) dans le Centre de vacances « LA SEMEUSE » du 14 au 18 mai 2018 pour les élèves de trois classes de l'Ecole Elémentaire du Val à hauteur de 4.745 €,

PRECISE que cette subvention sera versée directement au compte de l'O.C.C.E. de l'Ecole Elémentaire du VAL,

INDIQUE que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2018 (chapitre 65).

- Protection fonctionnelle d'un agent communal suite à un outrage - Prise en charge des frais d'huissier pour recouvrement de l'amende infligée au contrevenant

Monsieur le Maire rappelle que la Collectivité employeur est tenue d'accorder la protection fonctionnelle de ses agents.

Il précise que cette protection consiste principalement à prendre en charge les frais d'avocat de l'agent mais aussi des frais inhérents à la procédure.

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint, Vice-Président de la Commission du Personnel.

M. DEBAQUE indique que M. Philippe BUTTI, Brigadier Chef de Police Municipale, a été victime d'un outrage en 2011. Le contrevenant a été condamné à lui verser une indemnité de préjudice mais ne s'en est jamais acquitté. L'Avocat de la Commune a alors missionné un huissier pour le recouvrement de l'amende. Des procédures ont été intentées de 2012 à 2015 sans succès, les comptes du contrevenant n'étant pas assez approvisionnés.

A ce jour, la facture des démarches de l'huissier (SCP GATTO - HAZAN) s'élève à 378,72 € et M. BUTTI demande à la Commune de la prendre en charge dans le cadre de sa protection fonctionnelle.

M. DEBAQUE précise qu'une déclaration sera faite auprès de la SMACL, assureur de la collectivité, qui prendra en charge cette affaire au titre du contrat " responsabilité civile et protection juridique des agents ".

M. le Maire demande en conséquence au Conseil Municipal de se prononcer sur la demande de prise en charge des frais d'huissier indiqués.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ACCORTE de prendre en charge les frais d'huissier (378,72 €) relatifs aux démarches visant au recouvrement de l'amende infligée au contrevenant auteur de l'outrage à l'encontre de M. Philippe BUTTI, Brigadier Chef de Police Municipale de LE VAL ;

PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal 2018 (chapitre 011).

DIVERS

- Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations données par le Conseil Municipal

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les délégations accordées à Monsieur le Maire par délibérations du Conseil Municipal n° 2014/025 du 24 avril 2014 et du 20 juin 2014,

Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Monsieur le Maire en vertu de ces délégations,

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante avoir pris, depuis le 3 avril 2018, date de la dernière réunion du Conseil Municipal, une seule décision dans le cadre de ses délégations :

n° 05/2018 - Dissolution de la régie de recettes de transport scolaire de la Commune de Le Val (suite au transfert de compétences à la CAPV).

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

PREND ACTE de la décision prise par Monsieur le Maire, depuis le 3 avril 2018, dans le cadre des délégations qui lui ont été accordées.

-Questions écrites

NEANT

-Questions orales

NEANT

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Maire lève la séance à 22h30.

LE PRESENT COMPTE-RENDU EST UN DOCUMENT DE SYNTHESE ETABLI DANS UN SOUCI D'INFORMATION GENERALE.

LE PROCES-VERBAL OFFICIEL POURRA ETRE CONSULTE A LA MAIRIE (HALL D'ACCUEIL) OU SUR LE SITE OFFICIEL DE LA COMMUNE APRES APPROBATION LORS DE LA PROCHAINE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL.



LE MAIRE,

Bernard SAULNIER